

Les arbres éliminés du centre-ville



Les habitants de Juvisy, très surpris, ont soudain découvert **les travaux d'abattage des cèdres en cours devant la salle des fêtes – espace Jean Lurçat le 5 octobre 2017**. Différentes initiatives ont été lancées par les habitants, auxquelles l'**A JUV** s'est associée. Nous avons également collecté des renseignements afin de compléter notre information. Nous vous en rendons compte ici, par un article que d'autres suivront. Comme d'ordinaire sur ce site, afin de ne pas confondre les faits et leur interprétation, ce qui ressort de l'opinion de notre association apparaît en italique.



L'état des lieux le 11 octobre devant l'espace Lurçat

Le 6 octobre, Virginie Falguières, 3ème adjointe en charge des travaux, du cadre de vie et de l'environnement est venue discuter avec les habitants qui se sont rassemblés devant l'espace Jean Lurçat. Elle a fait arrêter l'abattage du dernier arbre, qui était pourtant engagé – le cèdre est désormais sévèrement endommagé -, mais en précisant qu'il ne s'agissait que d'un sursis.

L'adjointe a, à cette occasion, confirmé que le parvis et ses arbres appartiennent au domaine public de la Ville et que le réaménagement de l'espace devant Lurçat n'était pas prévu à l'origine dans les travaux concernant la salle des fêtes. Ces travaux ont été décidés pendant l'été, sans aucune discussion avec les habitants et sans même la moindre information préalable. Il est dès lors envisagé de modifier complètement la structure du parvis, avec une pelouse, des bancs et des jets d'eau, et ce pour l'inauguration du nouvel espace Lurçat en décembre.

*L'**AJUV** s'étonne qu'une décision pareille, avec un impact visuel fort sur la physionomie d'un centre ville très minéral, ait été **prise dans la hâte, sans concertation et sans réflexion d'ensemble** sur ce que doit être le cœur de notre cité. L'adjointe n'a pas été en mesure, de surcroît, de nous donner la moindre information sur l'état des cèdres abattus ou en cours d'abattage, indiquant qu'elle allait « faire vérifier leur état ».*

Le 7 octobre au soir, lors de la réunion du quartier centre, des habitants se sont émus de cet abattage et ont fait part de leur opposition. Il leur a été répondu, une nouvelle fois, que les cèdres étaient malades et un plan du projet de réaménagement du parvis a été projeté.

*L'**AJUV** est intervenue à cette occasion, pour contester cet abattage, d'autant plus que l'étude établissant le mauvais état phytosanitaire des cèdres n'a pas été présenté. Elle a également remarqué que sur le projet, datant du jour-même, étaient soudain apparue la plantation d'arbres de grande taille, qui avaient été ajoutés au dernier moment.*

Une nouvelle réunion s'est tenue **le 11 octobre**, avec le maire, Michel Perrimond. Les Juvisiens présents ont fait part de leur indignation face à ces abattages, ont demandé à ce que le dernier cèdre soit maintenu et ont également souhaité prendre connaissance du coût des travaux et du rapport phytosanitaire sur les arbres. Ce document n'était pas disponible (il est pourtant censé se trouver au service technique de la Ville) et les travaux sont tellement avancés qu'il n'est plus possible désormais de faire machine arrière. Mais le maire s'est engagé à remplacer les cèdres par des arbres de grande taille et à présenter les projets en amont à la population lorsqu'ils touchent à des éléments aussi visibles. Enfin, l'**AJUV** a également appris que les travaux sur le parvis coûtent 400 000 euros, en large partie financés par l'EPT12 (établissement public territorial) Grand-Orly-Seine-Bièvre.

*L'**AJUV**, d'une part, **s'indigne qu'une nouvelle décision, dont l'impact est fort sur notre ville et qui est irréversible, ait été prise très rapidement** – au mois de juillet vraisemblablement -, sans aucune information préalable et sans consulter les habitants, comme ce fut le cas lors du PLU par exemple. D'autre part, **la somme***

considérable allouée à des travaux qui ne soulèvent que des protestations véhémentes nous paraît disproportionnée. L'argent de l'EPT12 est le nôtre, celui des contribuables, et il aurait pu être employé de façon plus utile, à une époque par exemple où les classes transplantées des écoles sont annulées faute de moyens financiers alloués. Même s'il s'agissait d'embellir la ville, d'autres priorités auraient pu être dégagées, en faveur par exemple des enfants, plutôt que d'abattre des arbres.

L'**AJUV** continue à chercher des informations sur cette question et elle en informera les habitants via ce site. D'autant plus que ce malheureux abattage des cèdres rejoint nos préoccupations quant au devenir des espaces verts dans notre ville, que concernent ces articles :

- en septembre 2017 – [Un espace vert en moins, un parking en plus](#)
- en mai 2017 – [Un nouvel effet du PLU, le collège Buisson en sureffectif](#)
- en juillet 2016 – [Quelle est la situation des espaces verts ?](#)
- en mars 2016 – [La situation inquiétante des espaces verts](#)

Des avions qui décollent, des tuiles qui s'envolent



Le survol de Juvisy par les avions durant une grande partie de l'été a été très pénible pour les Juvisiens. Nous avons déjà traité ce sujet sur ce site et nous restons vigilants sur cette question des survols aériens. Mais **récemment des habitants ont fait part à l'**AJUV** d'incidents graves liés aux décollages.**

Des habitants du Plateau nous ont signalé deux cas de tuiles tombées du toit, sous l'effet du décollage d'avions à très basse altitude. Dans l'un de ces cas, environ un mètre carré de tuiles s'est envolé et ces tuiles ont atterri sur une voiture garée en contrebas, au moment d'un décollage.

Si vous avez été confrontés à ce genre de problème, faites-nous le savoir : nous

envisagerons une action collective car la Mairie de Juvisy et ADP, sollicités par les habitants concernés, n'ont pas daigné répondre.

Sur ce même thème, vous trouverez **des articles sur notre site** :

- en octobre 2016 – [Des avions survolent Juvisy tout l'été et le maire est absent](#)
- en février 2017 – [Bruit des avions, toujours en été ?](#)
- en mai 2017 – [Le bruit des avions l'été, l'AJUV intervient](#)
- en juillet 2017 – [Les travaux à Orly, où en est-on ?](#)

Encore un été gâché par les avions !



Nous avons été très nombreux à subir le survol incessant de Juvisy par les avions cet été. L'**AJUV**, aux côtés d'autres associations des villes voisines, est intervenue pour que soient davantage respectés les droits des riverains.

L'utilisation de cette piste de secours n° 2 (perpendiculaire aux pistes principales) pendant les travaux est particulièrement éprouvante pour les Juvisiens qui ne peuvent pas partir en vacances et restent à Juvisy ou pour tous ceux qui travaillent en juillet-août et dont les soirées et les weekends ont été pénibles.

Comme l'association ELAN de Savigny, l'**AJUV** ne s'oppose pas à la nécessité de ces travaux mais remet en cause la période choisie. Toutes les deux demandent que les travaux aient lieu en hiver. La mobilisation a déjà payé, puisque par rapport au cauchemar de l'été précédent, **l'impact des survols pendant l'été 2017 a été moins fort** :

- des pauses dans la journée pour pouvoir souffler un peu sans vacarme ;
- des pauses durant quelques (rares) journées complètes ;
- une durée des travaux raccourcie par rapport à 2016 ;
- et même une fin plus précoce que prévu.

L'**AJUV** s'en félicite : **les habitants ont été entendus** et plutôt que d'utiliser sans retenue la piste 2, ADP (Aéroports de Paris) a privilégié d'autres solutions. De

surcroit, l'été 2018 sera calme. Et avant d'éventuels travaux pour l'été 2019, ADP s'est engagé à une concertation avec les habitants survolés.

Il est indispensable de maintenir notre vigilance : les risques de dégradation de notre environnement sont grands car il est annoncé un doublement du trafic aérien d'ici 20 ans. L'**AJUV**, en particulier, exige le **maintien du couvre-feu** (pas de vols de nuit), la **limitation forte de l'usage de la piste 2** et le **plafonnement du nombre annuel de vols** à 250 000.

Notre site aborde ce sujet dans **différentes articles** :

- en octobre 2016 – [Des avions survolent Juvisy tout l'été et le maire est absent](#)
- en février 2017 – [Bruit des avions, toujours en été ?](#)
- en mai 2017 – [Le bruit des avions l'été, l'AJUV intervient](#)
- en juillet 2017 – [Les travaux à Orly, où en est-on ?](#)

Juvisy, un immense parking ?



Beaucoup de Juvisiens s'inquiètent de la **transformation de Juvisy en un immense parking**. L'**AJUV** avait fortement alerté le Maire de Juvisy et le commissaire enquêteur lors de l'enquête publique qui a précédé le nouveau du PLU. **D'où vient cette multiplication des parkings ?**

Les raisons de cette évolution sont multiples :

- la Nationale 7 est devenue un espace d'exposition pour les concessionnaires automobiles au détriment des autres commerces ;
- les bailleurs sociaux pratiquent, pour les garages, des tarifs de location prohibitifs alors que leurs locataires ont déjà du mal pour payer leur loyer ;
- les marchands de sommeil investissent dans des pavillons qu'ils transforment en logements multiples (parfois 10 appartements dans un seul pavillon) sans création de parkings ;
- de nombreux immeubles voient le jour, entraînant l'arrivée de nouveaux Juvisiens. Or les promoteurs réalisent moins de parkings dans ces nouveaux immeubles ; ils peuvent même racheter des places de parking dans le parc existant, plutôt que d'en prévoir dans leurs projets à venir.

Nous pourrions multiplier ces exemples qui conduisent à une saturation de l'espace public, dont beaucoup de Juvisiens se plaignent à juste titre.

L'**AJUV** propose donc de mettre en œuvre **des règles simples** :

- prévoir pour chaque nouveau logement 1,5 place de parking, comme dans le précédent PLU ;
- verbaliser les voitures ventouses, notamment en centre-ville devant l'église ;
- faire la chasse aux marchands de sommeil.

En parallèle à ces règles qui permettraient une meilleure gestion des véhicules privés, il reste bien sûr indispensable de **proposer des transports en commun de qualité**, qui répondent aux besoins des habitants.

Mais, pour que notre ville ne devienne pas un immense parking, et que notre environnement soit préservé, encore faut-il une volonté politique de la Municipalité. Or le maire précédent allègue que la loi ALUR l'empêche d'exiger davantage de places de parking de la part des promoteurs. C'est faux. **La loi ALUR ne limite pas le stationnement offert**, il est possible de maintenir les exigences en matière de parking par logement. Elle **autorise** simplement à baisser le nombre de places par logement dans un rayon de 500 mètres autour d'une gare. Le texte précis peut être lu en suivant ce lien : [Loi ALUR et stationnement](#)

Sur le site, sur le même sujet, en septembre 2017 : [Un espace vert en moins, un parking en plus](#)

Les travaux à Orly : où en est-on ?



L'**AJUV** s'est mobilisée sur ce sujet qui a un impact très fort sur la qualité de vie des Juvisiens. Elle intervient depuis plusieurs mois déjà, aux côtés d'autres associations des villes voisines, à ce sujet. L'été dernier, en 2016, des survols permanents ont rendu très pénible le quotidien des habitants du Plateau et du Coteau. L'**AJUV** est désormais associée aux différentes réunions d'information, plus ou moins publiques, au sein desquelles elle défend les intérêts des riverains et elle participe aux différentes actions organisées.

Une réunion organisée par ADP, avec le directeur de l'aéroport d'Orly a eu lieu à Juvisy, rassemblant une soixantaine d'habitants. La DGAC (Direction Générale de l'Avion Civile) ne pouvait pas être présente : ses salariés sont fonctionnaires et,

en période de réserve renforcée du fait des élections, il leur est interdit de participer à une réunion publique introduite par un candidat aux élections législatives. Comme d'ordinaire, l'**AJUV** vous en rend compte, en séparant ce qui relève de l'information et ce qui fait partie de nos analyses.



Les faits

Afin de poursuivre son exploitation, l'aéroport d'Orly doit se mettre aux normes internationales en matière de sécurité, ce qui implique des travaux sur les trois pistes. Ces travaux, longuement détaillés et illustrés, portent sur les infrastructures : la nature du tapis des pistes, leur pente, la lutte animalière et des éléments facilitant l'atterrissage (système ILS et PAPI 24). Neutralisant toute une piste durant plusieurs semaines (du 25 juillet au 31 août), ils impliquent d'utiliser la piste 2 qui signifie le survol de Juvisy, à basse altitude de surcroît.

ADP, à cette occasion a reconnu avoir sous-estimé l'ampleur des nuisances subies par les Juvisiens lors de l'été 2016 et a promis de les réduire au maximum lors de l'été 2017, et a annoncé une pause pour l'été 2018. La DGAC a posé pour l'été 2017 des contraintes beaucoup plus fortes que l'an passé, ce qui réduira l'utilisation de la piste 2. Des pauses dans les survols, pour laisser souffler les habitants ne sont pas possibles, car la piste en travaux ne peut pas être utilisée durant toute la durée du chantier. De même, des interruptions de survol durant la journée ne sont pas prévues

L'analyse de l'AJUV

L'**AJUV** souhaite la poursuite de l'exploitation de l'aéroport d'Orly et, dès lors, se montre favorable aux travaux de mise aux normes car l'aéroport est un élément

structurant de notre territoire et un pourvoyeur d'emplois très variés. **Néanmoins, elle se montre et se montrera vigilante sur plusieurs points non négociables :**

- le maintien et le strict respect du couvre-feu. En cas de non-respect de ce couvre-feu, pendant les travaux ou après, elle invite les Juvisiens à noter l'heure de passage de l'avion et à interpellier les autorités aéroportuaires sur les cas précis en utilisant soit l'adresse mèl (mdeorly@adp.fr), soit le numéro de téléphone (01 49 75 90 70) ;
- le maintien d'un maximum de 250 000 mouvements aériens par an (pour 2016, l'aéroport en a connu 234 000) ;
- l'utilisation de la piste 2 limitée à des cas exceptionnels, comme des vents très forts ou un avion accidenté sur une des deux autres pistes.

Enfin, l'**AJUV** a rappelé **sa demande d'une concertation en amont des travaux de l'été 2019** : les habitants ne doivent pas subir passivement des nuisances considérables mais ils doivent être associés – et non simplement informés – aux décisions prises quand elles les impactent aussi fortement. Elle participe également cet été à la **campagne d'affichage qui a pour objectif de montrer à ADP et à la DGAC la vigilance des Juvisiens sur cette question.**



Notre site a abordé ce sujet dans différents articles :

- en octobre 2016 – [Des avions survolent Juvisy tout l'été et le maire est absent](#)
- en février 2017 – [Bruit des avions, toujours en été ?](#)
- en mai 2017 – [Le bruit des avions l'été, l'AJUV intervient](#)